

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

#6
SEPTEMBRE
2010

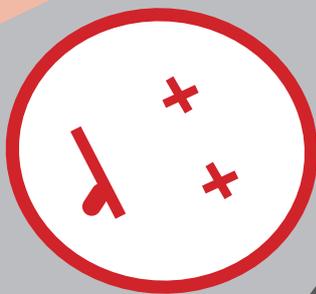
1€

POUR NE PAS PERDRE NOTRE VIE À LA GAGNER...



RETRAITÉ APRÈS-DEMAIN ?

R.I.P



DANS CE NUMÉRO

RETRAITES :
SUR LE FOND STRATÉGIE p. 8-9
p. 10

DOSSIER :
TOUS ENSEMBLE...
GRÈVE GÉNÉRALE !
p. 10-14

TRIBUNE LIBRE :
LILIANE BETTENCOURT p. 16

EN GRÈVE JUSQU'AU

RETRAIT !



ARRÊTE TON CHAR DASSAULT !

Serge Dassault, trafiquant d'armes international et député UMP, prévoit de présenter deux propositions de lois. La première pour abaisser la majorité pénale de 18 à 16 ans. En fait, l'excuse de minorité peut déjà être levée depuis la loi Dati (« loi sur la récidive ») de 2007. La seconde pour « permettre aux jeunes de suivre, dès 14 ans, [des] formations professionnelles ». Elle reprend un dispositif existant depuis la loi dite « égalité des chances » de 2006 ! Prison ou exploitation, avec Dassault l'alternative est simple, mais pas nouvelle. Estimons-nous heureux, dans beaucoup de pays, ce sont de vraies bombes que lâchent ses avions de chasse.

UN BEL EXEMPLE DE JUSTICE !

En juillet, cinq jeunes de Villiers-le-Bel, accusés d'avoir tiré sur la police pendant les émeutes de 2007 ont été condamnés à des peines de trois à quinze ans de prison après un procès à charge, sans autre preuve que des témoignages, souvent anonymes ou payés. Aucun flic n'a été tué. La révolte faisait suite à la

mort de deux adolescents, tués dans un accident avec la police. Les policiers responsables sont toujours en activité. Brice Hortefeux voit dans le verdict « un signal fort adressé aux délinquants. » Ludovic Collignon, du syndicat policier Alliance se réjouit : « Ces peines ont un sens symbolique. Elles permettent de redonner confiance à nos collègues ». Une confiance telle que la ville a été quadrillée par les CRS tout l'été pour éviter de nouvelles révoltes.

RSA

Depuis le 1er septembre, le revenu de solidarité active (RSA) est étendu aux moins de 25 ans. Pour rappel, le RSA remplace le RMI. Il permet de cumuler un bas salaire et un complément versé par l'État... Autrement dit, il permet aux entreprises de sous-payer leurs employés, puisque l'État complète ! Qui aura droit au « RSA jeune » ? Les actifs de 18 à 25 ans ayant travaillé au moins 3214 heures sur trois ans, soit deux années à temps plein dans les trois dernières années. Le montant du « RSA jeune » est calculé en fonction des revenus et de la situation

familiale. Un jeune de moins de 25 ans sans activité et sans ressource ayant travaillé deux ans et n'ayant plus droit à l'allocation chômage percevra une allocation de 460 euros. Un jeune en activité ayant deux ans d'expérience et qui perçoit 500 euros de revenus par mois sans autre ressource, percevra 215 euros par mois... Soit un total de 715 euros... On est loin du nécessaire ! Une campagne de communication, « le RSA, aujourd'hui, c'est aussi pour les jeunes » a été lancée. Le gouvernement espère-t-il que nous Resterons Sagement Assis ?

HARVARD LÂCHE ISRAËL

La très prestigieuse université d'Harvard (New-York) a annoncé en août qu'elle avait vendu toutes ses participations dans des entreprises israéliennes pendant le deuxième trimestre 2010. Aucune raison officielle n'a été donnée. Mais il semble évident que la pression des universitaires solidaires des Palestiniens a joué dans cette décision. Les universités de Berkeley et de San Diego se posent la question de faire de même.

OFFENSIVE RACISTE ET SÉCURITAIRE : C'EST LE GOUVERNEMENT QU'IL FAUT VIRER !

Cet été a été marqué par les annonces de la droite, plus racistes et sécuritaires les unes que les autres.

Sarkozy a proposé de «dénaturaliser» ceux qui porteraient atteinte « à la vie d'un fonctionnaire de police ou d'un militaire de la gendarmerie ou de toute autre personne dépositaire de l'autorité publique ». Ca l'arrange de faire passer tous les français naturalisés pour des tueurs de flics en puissance!

Ensuite, le gouvernement s'est attaqué aux roms et aux gens du voyage : démantèlement des bidonvilles dans lesquels sont parqués les roms ; expulsions des gens du voyage à Anglet (mairie PS), à Boucau (PCF), et à Bordeaux, où on leur a donné le choix entre un parking et un terrain trop petit...

Puis il y a eu les annonces sécuritaires : cliquer les allocations de rentrée scolaire, réduire la majorité pénale, condamner les parents de délinquants... Toujours plus de caméras, de contrôles, de brigades « spéciales »...

UNE STRATÉGIE DE DIVISION RACISTE

On veut nous faire croire que notre principal problème n'est pas le chômage, les retraites, les licenciements... mais la délinquance. Et on tente de l'associer aux « étrangers », les noirs, les beurs, les musulmans... Ce gouvernement raciste tente de créer un ennemi intérieur, en le faisant passer

pour le réel responsable de la misère dans laquelle nous met le capitalisme !

UN GOUVERNEMENT DANS LA MERDE

Depuis les régionales et le faible score de l'UMP, Sarkozy ne fait plus l'unanimité chez les capitalistes pour défendre leurs intérêts. La réforme des retraites est un pari : si elle passe, Sarkozy est renforcé, si on la fait tomber, le gouvernement sera très affaibli !

À ça s'ajoute l'affaire Woerth-Bettencourt, qui révèle au grand jour les services que se rendent le gouvernement et la haute bourgeoisie. C'est le contexte qui explique pourquoi le gouvernement tente de souder une partie de la population à sa politique avec ces annonces. Les « autres », c'est l'ennemi intérieur : les beurs, les blacks, les musulmans seraient des délinquants et mettent en danger les « bons » français bien blancs. Puis viendront les militants, les syndicalistes, tous ceux qui les soutiennent et qui résistent à la politique du gouvernement...

Voilà pourquoi il faut se mobiliser, contre la réforme des retraites, mais aussi contre le gouvernement et ses actes racistes. Foutons la merde dans leur système qui nous promet que le racisme et la misère : tous dans la rue !

Pavel (Bordeaux)

SOMMAIRE

Sur le Vif Page 2

International
Pages 4-5

Puerto Rico, Bilan des RIJ.....4

Belgique.....5

Education Pages 6-7

Universités, IFSI.....6

Lycées, Mobilisation..7

Société Pages 8-9

Retraites

Dossier:
Grève générale

Stopper la réforme des retraites.....10

1968, 1936.....11

*Formation :
Pourquoi la grève générale?.....12-13*

*A quoi sert le parti?,
Pourquoi les syndicats trahissent.....14*

Culture Page 15

Les révolutionnaires et l'art

Tribune Libre à
Liliane Bettencourt
Page 16

EDITORIAL

ANTISOCIAL, SEXISTE ET RACISTE,

SARKO CASSE-TOI !

Le capital européen a un objectif : faire baisser le coût du travail, notamment via les pensions des retraites. Et il profite de la crise de la dette pour justifier ses mesures.

Il existe deux solutions. La première, faire baisser le montant nominal des pensions ; en Lettonie, le gouvernement a décidé de le réduire de 10% à 70% au 1er janvier 2010. La loi a été déclarée anticonstitutionnelle et reste à refaire mais le processus est en cours. En Roumanie, les pensions ont baissé de 15%, en Grèce elles ont été gelées (elles stagnent malgré l'augmentation des prix, c'est en fait une baisse).

L'autre solution, c'est d'augmenter l'âge de départ à la retraite. Elle a tendance à moins choquer car elle s'accompagne de l'argument démographique. En Allemagne, dans l'État espagnol, en France, aux Pays-Bas, au Danemark et en Grèce, l'âge minimum augmente. La palme revient au Royaume-Uni avec un passage à 68 ans. Les travailleurs pauvres sont les premiers touchés par ces baisses de pension, notamment les femmes, qui touchent 40% de moins que les hommes en moyenne en France.

Les attaques sont coordonnées au niveau européen. À nous de coordonner les résistances, en commençant par la journée européenne de mobilisation du 29 septembre. Évidemment, cela va à l'encontre de la logique de xénophobie et de repli identitaire actuellement à la mode en France. À l'heure où nous écrivons ces lignes, nous nous attendons à un succès pour la manif du 7 septembre. En tous cas, celle du 4 septembre contre le racisme et la xénophobie a réuni plus de 100 000 personnes dans toute la France.

Cet été, l'UMP a franchi des caps dans l'offensive idéologique raciste et sécuritaire. À tel point qu'une partie de la droite, l'Église catholique et même l'ONU ont commencé à faire savoir que cette politique leur semblait inassumable ! Le racisme n'est pas seulement une diversion pour nous faire parler d'autre chose que des retraites et de l'affaire Woerth-Bettencourt. C'est une partie intégrante de la stratégie de la classe dominante. En s'attaquant aux franges les plus précaires de la classe ouvrière, les immigrés, les Roms, les musulmans, elle ne fait que préparer les attaques.

Mais aujourd'hui, la feinte ne fonctionne plus. Woerth est empêtré jusqu'au cou dans ses affaires. La droite se divise. En 2006, pendant le CPE, Sarkozy avait lâché Villepin. Les fissures en haut de l'État ajoutées aux mobilisations d'en bas avaient fini d'achever le projet du patronat. Cette année, si nous sommes assez nombreux et déterminés, si nous reconduisons les grèves partout, dans les entreprises du public comme du privé, mais aussi dans nos facs, nos bahuts, nous pourrons venir à bout de ce gouvernement. C'est une affaire internationale. Mais en gagnant en France, nous pourrons montrer la voie à suivre à nos voisins : celle de la grève générale !

La rédaction

BILAN DES RENCONTRES INTERNATIONALES DE JEUNES

Fin Juillet, sous le soleil italien, se sont tenues les 27ème Rencontres Internationales de Jeunes. Ces RIJ ont été, comme chaque année, le moyen pour chaque militant-e d'apprendre des luttes de nos camarades du monde entier. Cette année, nous avons pu partager nos expériences respectives avec des militants Sud-Coréens, Mexicains ou encore des Philippines. Le camp a regroupé environ 500 militants, sympathisants mais aussi curieux dans une ambiance festive et combative.

Les nombreuses discussions qui se sont tenues lors des ateliers ou des commissions, ont montré l'ampleur des attaques du capital contre les travailleurs de tous les pays. Partout des plans d'austérité remettent en cause nos acquis sociaux. Que ce soit en Grèce, en Pologne ou en France, les entreprises

continuent de licencier pendant que les gouvernements leur font des cadeaux. Dans l'État Espagnol c'est contre le projet du gouvernement Zapatero de repousser la retraite à 67ans que la lutte est la plus forte. Le processus de Bologne continue à détruire le système éducatif européen, l'attaque est généralisée ! L'Europe-forteresse se barricade contre les «étrangers». Un peu partout certaines luttes se développent sur des questions plus spécifiques : les conditions carcérales au Mexique, la criminalisation des militants aux Philippines...

Nous avons ainsi pu discuter avec des militants de toute la France et du monde afin de pouvoir organiser les luttes d'une manière plus efficace à partir de la rentrée. Car les sujets de mobilisations sont nombreux ! Et c'est encore plus déterminés que jamais que nous abordons la rentrée prochaine et la

construction d'un affrontement d'ampleur avec le gouvernement sur la question des retraites.

Ce camp nous a aussi permis de dresser un bilan constructif du NPA, 2 ans après sa création. Ce bilan et les perspectives ont été appuyées par les discussions avec nos camarades du monde entier, qui ont pu nous apporter l'expérience des autres partis récemment créés dans le monde, tels que Sinistra Critica en Italie, Izquierda Anticapitalista dans l'État Espagnol, le P-sol au Brésil ou encore le Bloc de Gauche au Portugal.

Les expériences sont diverses et les bilans variés. A la lumière des expériences à venir, le débat pourra s'approfondir l'année prochaine, en France lors des 28ème RIJ!

Benoit et Romain (Lille)

PUERTO RICO : GRÈVE ÉTUDIANTE CONTRE LA POLITIQUE DE RIGUEUR

Il aura fallu 60 jours de grève aux étudiants pour faire plier la direction de l'université de Puerto Rico (UPR), une victoire décisive parce qu'elle touche au cœur du projet capitaliste pour l'université.

Si nous avons commencé à voir les conséquences des politiques de privatisation des universités, les étudiants de Puerto Rico y sont déjà jusqu'au cou ! Des bâtiments vendus pour renflouer des universités criblées de dettes, des cafétérias contrôlées par des chaînes de fast-foods (Sbarro, Burger King...). Bibliothèques, services des bourses, tout est soumis aux logiques de rentabilité.

Début 2010, la direction de l'UPR annonce 100 millions de

dollars de coupes budgétaires, une augmentation des frais de scolarité, et le recours systématique aux partenariats public-privé dans la gestion de l'université.

Fin avril, les étudiants décident de l'organisation de piquets de grève (sans bloquer les cours). Suite au passage en force de l'administration sur l'augmentation des frais d'inscription, le mouvement se radicalise. Une première A.G vote la grève totale, qui va s'étendre sur onze des campus de l'UPR. Sur plusieurs sites, émerge l'idée de comités de grève contrôlés à la base, avec la création d'une coordination des différents sites mobilisés (CONARU) qui joue le rôle de direction de la grève. Les personnes chargées de négocier avec l'administration sont aussi élues par les assemblées. La CONARU est toujours active et sert de base pour les discussions en vue de la création d'un syndicat au niveau national.

Le mouvement a bénéficié d'un fort soutien populaire. Le 18 mai, une journée de grève est appelée par les syndicats en soutien aux étudiants en grève. Un soutien si fort que la police n'a jamais osé attaquer les piquets de grève qui bloquaient les entrées des sites de l'UPR.

Si ce mouvement s'est soldé par une nette victoire des étudiants, il semble que l'administration prépare une nouvelle hausse des frais de scolarité pour janvier.

A suivre...

Hichem (Paris)





INTERVIEW DES

JEUNES ANTICAPITALISTES

Les Jeunes Anticapitalistes sont une organisation de jeunesse belge créée en 2008. Nous avons interviewé Pauline, 24 ans, enseignante, et Gilles, 25 ans, syndicaliste, qui ont participé à sa fondation.

Comment et pourquoi avez-vous créé les Jeunes Anticapitalistes ?

À l'origine, nous étions un groupe d'étudiants sur la fac de Bruxelles, investis dans Attac Campus et dans différentes luttes étudiantes. On ressentait le besoin d'une organisation politique sur la fac, à la fois anticapitaliste et pas sectaire. Nous étions déjà en lien avec la Ligue Communiste Révolutionnaire, la section belge de la Quatrième Internationale. Pendant un an, la LCR nous a invités à leurs réunions, nous avons beaucoup discuté sur le fond de la perspective révolutionnaire, de ce qu'est le communisme, de la différence entre réformes et révolution. À la rentrée 2008, nous avons décidé de monter un groupe anticapitaliste d'étudiants et de jeunes travailleurs. Nous sommes aujourd'hui une bonne vingtaine, mais nous n'étions qu'une petite dizaine au départ, avec des situations assez hétérogènes et un état d'esprit assez large. C'est ainsi qu'ont été créés les JAC en février 2009. Nous sommes révolutionnaires, anticapitalistes, mais autonomes. Nous avons voulu créer une organisation de jeunesse indépendante car beaucoup de jeunes ne voulaient pas entrer dans la LCR, une organisation politique avec laquelle nous avons beaucoup de liens,

mais voulaient d'abord faire leur propre expérience politique. Nous nous sommes constitués à la même période que le Nouveau Parti Anticapitaliste en France, nous avons donc été beaucoup inspirés par ce processus de fondation qui visait à unifier dans une même organisation l'ensemble des anticapitalistes.

Dans quelles campagnes militantes êtes-vous investis ?

Sur les universités, nous participons aux résistances des étudiants face au processus de Bologne, qui en Belgique et dans toute l'Europe met en place la casse systématique de l'enseignement supérieur public et ouvre la voie aux intérêts privés. Cela passe notamment par une concentration des universités, avec un financement public qui diminue et des intérêts privés de plus en plus influents. Certains cours en Philosophie ou en Lettres sont supprimés, et le contenu devient très généraliste. Au-delà, les étudiants sont de plus en plus « orientés » c'est à dire amenés à suivre certaines études selon leurs moyens ou leurs résultats, et ont ainsi de moins en moins leur mot à dire.

En 2006, il y a eu un gros mouvement étudiant principalement sur la fac de Bruxelles (ULB) contre la privatisation des logements étudiants et concernant les conditions d'accès aux cités universitaires. En 2009, les étudiants se sont de nouveau mobilisés contre les réformes décentralisées des universités, qui concernaient les étudiants de Lettres dont les cours ont été réduits. La mobilisation est restée locale également, mais avec des Assemblées Générales restreintes et finalement nous n'avons pas gagné sur cette bataille.

Sur les lycées, on constate des inégalités grandissantes dans l'enseignement. Il n'y a pas comme en France un baccalauréat ayant une valeur nationale, les diplômes sont individualisés. Il y a d'énormes inégalités entre les lycées. Dès l'âge de 14 ans, les lycéens commencent à être orientés, vers les formations d'élite ou vers les formations professionnalisantes. Sur les lycées comme sur les facs, ces réformes entrent dans la logique générale

de dévalorisation des diplômes et de casse des acquis sociaux des salariés.

Notre objectif est de ne pas nous limiter à une intervention dans la bulle universitaire et en direction de la jeunesse scolarisée, mais aussi d'organiser les jeunes travailleurs, même si nous manquons encore d'expérience. Nous essayons d'avoir une implantation dans les quartiers populaires. Des groupes JAC se constituent à Charleroi, et on espère bientôt à Liège, des anciennes villes du bassin sidérurgique où le chômage des 18-25 ans dépasse souvent les 50% dans les quartiers populaires.

Nous sommes investis dans plusieurs campagnes unitaires. Nous participons à la campagne BDS, Boycott-Désinvestissement-Sanctions, en solidarité avec le peuple palestinien. Nous avons aidé à la création des premiers comités BDS sur les facs, qui organisent des actions de sensibilisation en direction des étudiants, par exemple en simulant un check-point israélien à l'entrée des universités. Cela permet de montrer concrètement ce que signifie vivre sous un régime d'apartheid.

Cette année, nous avons mené campagne pour le contre-sommet de Copenhague, et nous avons organisé un meeting de la gauche radicale et écologique. Nous nous sommes également investis dans la Marche Mondiale des Femmes partie de Bruxelles. Cela ne fait que 20 ans que l'avortement est autorisé en Belgique. Les militants « pro-vie » qui veulent enfermer les femmes dans un carcan sont encore très actifs, avec le soutien de la fraction la plus réactionnaire de l'Eglise catholique, c'est pourquoi le combat en Belgique pour le droit des femmes à disposer de leur corps est toujours d'une actualité brûlante. De même, nous nous sommes fortement investis dans la campagne contre les projets visant à interdire le port du foulard islamique à l'école (en nous impliquant dans le Mouvement pour les Droits Fondamentaux - MDF) et contre la loi visant à interdire la Burqa dans les lieux publics, qui sous couvert de défense des droits des femmes sert uniquement à stigmatiser les musulmans vivant en Belgique.

Propos recueillis par Romain (94)

RÉFORMES DES RETRAITES ET DE L'ÉDUCATION

ILS VEULENT NOUS FAIRE PAYER LA CRISE !



Dans les facs et les lycées, l'enjeu est d'articuler la bataille sur les retraites avec les luttes de ces dernières années.

L'objectif central des réformes de l'éducation est de faire baisser le fameux « coût du travail » ; que les salariés de demain, notre génération, touchent un salaire de misère. La réforme Chatel a instauré un BAC à la carte. La LRU et les réformes universitaires favorisent les diplômés professionnalisés, à la carte aussi. Cette individualisation de nos diplômés nous conduira à devoir négocier seul face à l'employeur, accepter des conditions de travail lamentables, par le jeu de la concurrence avec les autres salariés.

La retraite par capitalisation voulue à terme par le gouvernement est aussi une individualisation qui casse un système de solidarité collective. Chacun cotisera uniquement pour soi-même. Le fil conducteur de toute la politique du gouvernement est de nous faire payer la crise, en instaurant le règne du chacun pour soi, du berceau au

tombeau !. C'est notre avenir de salarié de demain et de retraité d'après-demain qui est attaqué.

MOBILISER CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES DANS L'ÉDUCATION

L'enjeu de la rentrée est de construire des luttes d'ampleurs qui convergent. Seul un mouvement de grève d'ensemble fera reculer le gouvernement sur la question des retraites comme sur le reste. L'application des réformes de l'éducation provoquera peut-être encore des réactions. Nous ne devons laisser passer aucune question susceptible de mobiliser massivement, mais en ayant le souci d'articuler cela avec la bataille sur les retraites, qui sera l'élément déterminant du rapport de force face au gouvernement. Nous devons résoudre les problèmes d'articulation entre ces différentes questions dans des mêmes cadres : les collectifs jeunes retraites, les AG de mobilisation, en expliquant la cohérence des différentes réformes.

Danny Dhan (Lille)

SOINS INFIRMIERS

RÉFORME LMD, RETRAITES... RAS LA SERINGUE!

Depuis un an, la formation des étudiants infirmiers en trois ans est reconnue au niveau licence (bac+3) au lieu de bac + 2. Cela signifie que les infirmiers diplômés sont maintenant reconnus en catégorie A, ce qui entraîne des hausses de salaire pour les infirmiers diplômés. Dans le même temps le gouvernement supprime la catégorie active, c'est à dire pour la profession la reconnaissance d'une difficulté particulière.

Le résultat est que l'âge de départ légal en retraite est repoussé de 55 à 60 ans, un comble ! Cette réforme s'ajoute à l'allongement général du temps de cotisation des salariés avec la réforme en cours du financement des retraites.

Avec la réforme du diplôme, les Instituts de Formation en Soins Infirmiers sont mis en contrats avec les universités, ces dernières assurant une partie des enseigne-

ments. Cette universitarisation, adoptée il y a un an n'entre réellement en application que cette année. Bien que disposant de peu d'éléments concrets, on peut déjà craindre le pire : des cours assurés en amphithéâtre sans enseignants avec vidéoprojection, des difficultés pour avoir accès aux explications des formateurs. En bref, une dégradation des conditions d'études, dans une profession où le manque de connaissances peut avoir des conséquences dramatiques !

Un des objectifs de la reconnaissance au niveau licence est à terme la création de Masters infirmiers visant à former une nouvelle catégorie professionnelle, les infirmières de pratiques avancées. Ces nouvelles infirmières sous-traiteraient certaines activités médicales (diagnostic, prescriptions d'examen complémentaires, prescription de thérapeutiques). Sans

remettre en cause le monopole de prescription des médecins, cela permettrait dans les faits de déléguer certaines activités médicales. Cette extension des tâches n'est pas en soi critiquable, à condition que la formation soit à la hauteur des responsabilités. Par contre, cela s'inscrit clairement dans la politique de réduction des dépenses publiques à l'hôpital, les nouvelles infirmières feront partiellement le même travail que les médecins, mais moins bien payées, à moins d'être rémunérées comme les médecins hospitaliers ce dont on peut fortement douter.

Dégradation des conditions d'études, report de l'âge du départ en retraite, remise en cause de la valeur du diplôme... Les infirmiers et étudiants infirmiers ont de bonnes raisons de se mobiliser pour leur avenir !

Romain (94)

LYCÉES

DÉQUALIFICATION EN COURS

Cette année la réforme Chatel s'applique aux 2nde. En s'inscrivant, les nouveaux devront choisir deux « enseignements d'exploration ». Un de ces deux enseignements doit obligatoirement être Sciences Économiques et Sociales ou Principes Fondamentaux de l'Économie et de la Gestion. Le second est au choix, c'est une sorte de « parcours », qui rentre plus ou moins dans un parcours géré au niveau national (Lettres, Sciences Humaines, Maths etc).

Les parcours seront différents selon le lycée et les moyens mis à sa disposition (budget, heures disponibles, matériel pédagogique, profs etc.) ! Dans un lycée équipé pour les sciences, avec un chouette laboratoire, les élèves auront à leur disposition un parcours « sciences » qui sera reconnu, ailleurs non. Le fait que tout les lycées ne peuvent pas offrir les mêmes enseignements entraînera forcément : de la concurrence entre les lycées pour se voir attribuer les heures, les profs et le matériel « performant » ; de la sélection, les bahuts qui offrent de « bons » enseignements d'exploration choisiront leurs élèves sur la base de leurs résultats

scolaires. Ce qui créera inévitablement une différence entre les lycées avec de « bons » enseignements, et les lycées avec de « mauvais » enseignements !

Avec la politique de rigueur, tous les lycées n'auront pas les moyens d'être des lycées d'élite. On peut déjà deviner que ces lycées d'élite seront les lycées privés et ceux des beaux quartiers. L'application du premier volet de la réforme Chatel va faire de l'entrée en seconde un vrai parcours du combattant, pendant que les uns s'en tireront avec de bonnes options, bien conseillés ou étudiant dans un lycée qui a les moyens ; les autres seront laissés dans la merde.

Cette réforme a pour vocation de transformer le lycée en entité. L'année prochaine elle s'appliquera aux classes de 1^{ère} pour enfin s'occuper de la Terminale et du Bac. Les inégalités ainsi que la concurrence générées par ces mesures seront définitivement officialisées, gravées dans le marbre du diplôme, en se retrouvant dans un bac réformé. Mais le gouvernement ne s'arrête pas là à l'encontre des lycéens et de leur niveau de qualification.

Il a annoncé récemment la mise en place du contrôle continu pour les Bac professionnels. Une grande partie de la note du bac sera issue des interrogations faites en classe et non pas d'un examen final comme c'est encore le cas. La valeur d'un bac passé en contrôle continu dépendra donc de l'établissement dans lequel ce dernier a été passé, de la réputation du lycée et même des professeurs.

Cette attaque est une des plus graves de ces dernières années. C'était d'ailleurs, en substance, ce que prévoyait le projet de loi Fillon, contre lequel les lycéens se sont massivement mobilisés en 2005. Le gouvernement compte appliquer cette mesure aux lycées professionnels avant de la généraliser, nous devons considérer cette réforme du bac pro comme les prémices de son application aux lycées généraux ! C'est bien une politique de casse de l'éducation, dans le but de faire baisser le coût du travail pour permettre aux patrons d'augmenter leurs marges, que le gouvernement veut nous imposer et contre laquelle il est vital de se mobiliser.

LoDel (Courbevoie)

UNIVERSITÉS

MASTERISATION : LA BATAILLE CONTINUE

En cette rentrée 15 000 nouveaux enseignants titulaires n'auront pas eu de formation pratique et se retrouvent devant une classe, avec des conséquences lourdes pour la formation des élèves et pour les conditions de travail des nouveaux enseignants.

La réforme de la masterisation c'est aussi la création de nouveaux masters d'enseignement (master MEEF) qui ouvrent cette année. Dans un certain nombre de facs ou d'académies ces masters sont sélectifs comme c'est le cas dans l'académie de Nantes. Les camarades du NPA jeunes du Mans qui animent la section UNEF locale se battent contre cette sélection qui est illégale à l'entrée du Master* depuis maintenant 6 mois. L'administration de l'université a décidé en catimini d'organiser un test classant au niveau académique et de ne prendre dans ce master qu'une centaine d'étudiants au Mans. Cela a été décidé par les trois présidents d'université sans passer par le conseil

d'administration de la fac et cela en toute illégalité vis à vis de la loi. L'UNEF Le Mans après avoir menée bataille contre la remontée des maquettes de ces masters a déposé une motion lors du CA du mois de juillet qui stipulait que tout étudiant titulaire d'une Licence pouvait s'inscrire au Master.

Cette motion a été majoritaire en CA alors que le président ne voulait pas qu'elle soit soumise au vote. Tout aurait été trop simple si la fac avait appliqué la décision de son instance « démocratique » qu'est le conseil d'administration, il a fallu tout un travail de recensement des étudiants par l'UNEF pour leur faire parvenir l'information qu'il est possible de s'inscrire dans ce master. Il faudra encore à la rentrée une mobilisation des militants syndicaux et des étudiants concernés pour pousser l'administration dans ces retranchements et les forcer à appliquer la loi par un rapport de force physique et au bout du bout à permettre à tous

les étudiants qui le souhaitent d'accéder à leur formation. Cette bataille doit nous rappeler que les conseils de l'université peuvent être un point d'appui mais que créer un rapport de force collectif et militant face à l'administration est toujours nécessaire même lorsque l'on arrive à être majoritaire dans ces conseils. L'autre conséquence de cette bataille c'est que les étudiants concernés ont compris la nécessité de s'organiser collectivement dans des organisations syndicales comme l'UNEF pour défendre leurs droits, a fortiori dans un contexte où nos acquis sont en recul à cause des réformes gouvernementales et leur application par les administrations des facs qui jouent le rôle de petits soldats du gouvernement !

* Dans le Code de l'éducation qui régit le fonctionnement universitaire la sélection à l'université n'est autorisée de manière générale qu'à l'entrée en Master 2.

Benko (Le Mans)

Dans le monde entier, notamment en Europe, les gouvernements de droite comme de gauche prennent des mesures d'austérité, qui comprennent des réductions drastiques des dépenses publiques, des exonérations patronales toujours plus importantes, la casse des acquis de la lutte sociale, la précarisation des jeunes...

Dans ce contexte, la réforme des retraites que veut imposer le gouvernement n'est pas un fait isolé. Elle se situe dans la droite lignée de l'ensemble des mesures prises par le gouvernement et la classe dominante pour faire payer la crise aux jeunes et aux travailleurs en France comme dans le monde entier et continuer à faire du profit sur notre dos, en un mot : à nous exploiter!

RETRAITES

UNE BATAILLE HISTORIQUE

Notre système de retraite trouve son origine dans « les sociétés de secours » du 19^{ème} siècle, des institutions de solidarité autogérées, alimentées par les cotisations des ouvriers pour aider ceux qui étaient le plus en difficulté. Pour éviter que ces caisses ne servent à financer des grèves, le pouvoir les met sous contrôle dès 1852 à travers la loi sur les Mutuelles.

Puis les capitalistes s'immiscent dans la gestion de la solidarité ouvrière et introduisent le principe de capitalisation. Pour mieux contrôler ses ouvriers, chaque entreprise crée sa propre caisse: celui qui démissionne ou est licencié perd tout ce qu'il a cotisé. L'argent des travailleurs est souvent détourné au profit du patronat. L'Etat intervient pour stabiliser le système: une Caisse des Retraites pour la vieillesse est créée en 1850, remplacée ensuite par la Caisse Nationale des Retraites (1884-1886). Les ouvriers réclament l'unification des caisses - au moins par secteur d'activité - et un fonctionnement par répartition. La lutte se poursuit jusqu'en 1930 où est votée la

loi sur les Assurances sociales qui reconnaît un droit général à la retraite pour tous les salariés. Mais le système fonctionne toujours par capitalisation avec une gestion partagée entre ouvriers et patron.

En 1945, la bourgeoisie délégitimée par sa collaboration avec l'occupant est forcée de passer un compromis avec les organisations de la classe ouvrière: ce sont les ordonnances de Sécurité Sociale qui font de la retraite un « salaire continué ». 75% des gestionnaires des caisses sont des élus syndicaux. Les patrons doivent cotiser pour la retraite de leurs ouvriers, ce qui permet de répartir un peu de la richesse accumulée par les capitalistes sur le dos des travailleurs. Mais les pensions restent faibles et obligent à recourir à des caisses complémentaires qui ne seront intégrées dans le système général qu'en 1961.

Même si le régime institué en 1945 est loin d'être parfait, notamment parce qu'il laisse une place importante au patronat dans sa

gestion, il constitue une brèche dans la logique du profit et du chacun pour soi. C'est pourquoi les capitalistes n'ont jamais cessé de s'y attaquer, la contre-réforme la plus violente débutant dans les années 80. Dès 1979, les cotisations patronales cessent d'augmenter.

En 1991, le livre blanc de Rocard annonce clairement les perspectives de la bourgeoisie: supprimer le système par répartition - dans lequel les cotisations sociales d'aujourd'hui financent les retraites d'aujourd'hui à hauteur des besoins - et le remplacer par un système par capitalisation où chacun épargne pour lui-même. La réforme de 1993 augmente la durée de cotisation et modifie le mode de calcul des pensions de manière à les faire diminuer. En 2003, la réforme Fillon aligne les retraites du public sur les reculs déjà imposé au privé en 1993. La réforme actuelle n'est donc qu'un pas de plus dans une attaque généralisée contre les mécanismes de répartition des richesses et de solidarité entre les travailleurs.

Fanny et Renaud (Toulouse)

COMBATTONS L'INTOX !

On nous dit que le problème des retraites est démographique. Qu'en est-il réellement ?

Il faut rappeler que même si l'espérance de vie a beaucoup augmenté ces 30 dernières années, la productivité horaire (c'est-à-dire la quantité produite par un salarié en une heure), elle, a augmenté de 70% dans le même temps! Cela signifie que l'augmentation de la productivité pourrait largement combler le « déficit » engendré par l'augmentation du nombre de retraités par rapport au nombre d'actifs. La question à se poser est donc celle de la répartition des richesses entre les travailleurs et les capitalistes.

On entend souvent que « les caisses sont vides ». Comment alors financer un système de retraites par répartition ?

Sarkozy et son gouvernement, c'est 140 milliards d'euros d'exonérations fiscales dont 25 milliards d'exonérations patronales. De plus, la part de richesses qui revient aux salariés ne cesse de diminuer au profit du capital. Pour des cotisations à la hauteur des besoins, il faudrait exiger un salaire minimum d'au moins 1600 euros nets.

Rappelons qu'entre 2008 et 2009, c'est 400 000 emplois qui ont été supprimés dans le secteur privé, diminuant ainsi considérablement le nombre de cotisants. Ce sont les questions de licenciements et de répartition du temps de travail doivent être posées.

En quoi la réforme du gouvernement est-elle injuste, alors qu'il garantit la sauvegarde du système par répartition ?

Le report de l'âge légal de départ et l'augmentation des années de cotisations rend impossible la sauvegarde du système par répartition. Ce que veulent les patrons et le gouvernement, c'est que personne n'arrive au terme des 42 annuités et ainsi que personne n'ait une retraite à taux plein (100%). Et comme si ça ne suffisait pas, des critères sont mis en place pour étudier au cas par cas la pénibilité des métiers, l'invalidité, etc... De fait, personne n'aura une retraite similaire, ce qui instaure une retraite à la carte. Ce qui était collectif devient individuel, creusant ainsi encore plus les inégalités et divisant les travailleurs mis en concurrence.

Robin (Toulouse)

UN ENJEU POUR LES FEMMES

La réforme des retraites est un vrai saut en arrière pour les femmes! C'est un miroir grossissant des inégalités et des injustices que subissent les femmes durant toute leur carrière.

En France, l'inégalité femmes-hommes lors de la retraite est réelle : les femmes retraitées ont une pension de 825€ en moyenne par mois contre 1426€ pour les hommes, soit 58% des retraites des hommes. Ce décalage prend racine dans les nombreuses inégalités se cumulant au cours de la carrière des femmes (2/3 des femmes travaillent à temps partiels et les écarts de salaire sont toujours de 20% en moyenne). La précarité des femmes s'accroît lorsque celles-ci enfantent. Une femme avec 3 enfants touche en moyenne 703€ par mois et une femme avec 4 enfants ou plus touche 627€ par mois.

Quel avenir pour les femmes avec cette réforme ? « Le Gouvernement a décidé de compenser intégralement le congé maternité pour le calcul des droits à retraite en prenant désormais en compte les indemnités journalières perçues au cours de ce congé dans le calcul de la retraite. »

C'est une mesure compensatoire illusoire qui ne concerne -en moyenne- que 16 ou 32 semaines sur plus de 2000 semaines d'activité au total. Cela ne suffit pas à combler l'écart entre les pensions des femmes et des hommes.

De plus, celles-ci sont nombreuses (30% des salariées) à liquider leurs droits à la retraite à 65 ans faute de n'avoir pu rassembler le nombre de trimestres nécessaires pour toucher une pension à taux plein. Les hommes, moins touchés par les carrières en dent-de-scie, sont 5% dans ce cas. Or, le taux d'emploi des femmes de plus de 60 ans est très faible (4,3%). Elles sont donc nombreuses avant 65 ans à connaître une situation de chômage ou de précarité. En reculant l'âge légal de départ de 60 à 62 ans et l'âge de départ à taux plein de 65 à 67 ans le gouvernement choisit donc d'allonger cette période de précarité et s'en prend directement au niveau des pensions et aux conditions de vie des femmes.

Enfin, la suppression du dispositif autorisant un départ anticipé pour les salariés fonctionnaires qui attestent de 15 ans de services et sont parents de 3 enfants touche également de plein fouet les femmes. Cette disposition garantit en effet à des milliers de femmes une retraite à taux plein malgré une carrière interrompue par les congés maternités ou parentaux.

Laura (Toulouse)

NOS PROPOSITIONS



La question des retraites se pose dans le cadre d'un projet de société. La retraite n'est pas l'accumulation individuelle de salaire qui nous serait reversé après la période de travail. C'est un système collectif visant à répartir la richesse que crée l'ensemble des travailleurs. Cette richesse devrait être gérée par les travailleurs eux-mêmes à travers des structures auto-organisées, et pas accaparées par la classe dominante.

Nous exigeons dès aujourd'hui :

- 1- Le droit à la retraite à 60 ans maximum, à 55 ans pour les salariés ayant subi des travaux pénibles et ceux qui sont affectés par la dégradation des conditions de travail ;**
- 2- La pension doit être la continuité du salaire. Elle doit être à 75 % du salaire brut, calculée sur les six meilleurs mois de salaire ;**
- 3- La durée maximale pour bénéficier de la retraite doit être de 37,5 annuités de cotisation, en incluant les périodes de pertes d'emplois, d'apprentissage, de formation et d'études à partir de 18 ans.**

Ceci implique l'abrogation de toutes les mesures depuis 1993 concernant la retraite. Le gouvernement dit qu'il manque les financements pour un tel système. La question de fond est la répartition des richesses. Le patronat veut augmenter la part de salaire qui lui revient. La casse des acquis sociaux va dans ce sens. Il est possible de financer un vrai système de retraite digne de ce nom, mais il faut pour cela revenir sur le fonction-

nement même du système capitaliste. En travaillant tous et toutes et en reprenant la part du gâteau qui nous est dûe, la question du financement ne se poserait même pas...

Nos propositions doivent donc aller au delà de ces trois revendications centrales.

Nous luttons pour :

- Une autre répartition du temps de travail, basé sur 32 heures hebdomadaires (voire moins!), pour l'interdiction des licenciements, seul a même à faire diminuer voire disparaître le chômage.
- L'augmentation des salaires, des pensions de retraites, des minima sociaux de 300 Euros net mensuel, avec aucun revenu en dessous de 1500 Euros net par mois, ainsi que la mise en place d'un pré-salaire d'autonomie pour les jeunes, à la hauteur du smic.
- L'augmentation de la part patronale dans les cotisations sociales, ainsi que la fin des exonérations patronales, en exigeant le remboursement par l'État et les patrons de celles déjà versées.
- Un CDI pour toutes et tous avec la fin des contrats précaires, des temps partiels imposés qui touchent particulièrement les femmes.

Ces revendications mettent ce système face à ses contradictions, car il n'est pas possible de concilier la logique du profit et du capitalisme avec la satisfaction des besoins sociaux, humains, ... Nous sommes anticapitalistes, nous ne cherchons pas à cogérer ce système qui détruit, opprime, et exploite. Nous ne voulons pas d'une réforme des retraites qui soit « la moins pire », ce que nous voulons, c'est un véritable système de retraite, qui permettent à tous de vivre dignement après le travail, sans être obligé de travailler jusqu'à l'épuisement physique et moral ! Pour cela, il faut en fait lutter pour sortir du capitalisme!

Florian et François (Toulouse)

DOSSIER TOUS ENSEMBLE... GRÈVE GÉNÉRALE !

STOPPER LA RÉFORME DES RETRAITES

Cette rentrée est marquée par la continuité des attaques contre les jeunes et les travailleurs avec comme axe central la réforme des retraites. Pour le gouvernement, au-delà de l'enjeu économique (faire baisser le coût du travail), la bataille pour imposer la mise en place de cette contre-réforme remplit un objectif politique : infliger une défaite historique au mouvement ouvrier pour mettre un coup d'arrêt aux résistances.

Depuis le début de la crise, on assiste à un durcissement du niveau d'affrontement entre les classes, avec des mobilisations extrêmement massives comme au printemps 2009. Mais malgré tout, c'est la bourgeoisie qui reste à l'offensive avec la mise en place du plan de rigueur, la réforme des retraites ou les attaques racistes et sécuritaires.

Cette bataille s'inscrit donc dans une période d'instabilité économique (approfondissement de la crise qui entre dans une nouvelle étape, celle de l'endettement public) et politique (notamment avec le scandale Woerth/Bettancourt) qui met le gouvernement en difficulté.

Pour la bourgeoisie comme pour la classe ouvrière la réforme des retraites est aujourd'hui la bataille centrale, d'une part parce qu'elle pose la question de la répartition des richesses produites, enjeu qui est au cœur du capitalisme, d'autre part parce que face aux attaques,

c'est la seule question qui aujourd'hui permet d'unifier l'ensemble de notre camp social pour enfin inverser le rapport de forces entre les classes.

C'est pourquoi la riposte sociale doit être à la hauteur des enjeux, ce qui passe par se mettre en grève dans tous les secteurs, par la construction d'un mouvement de l'ensemble des jeunes et des travailleurs. Car le gouvernement l'a dit, même avec 4 millions de personnes dans la rue, il ne lâchera rien. Au-delà des effets de manches, cela signifie qu'il faudra construire un niveau d'affrontement supérieur à celui d'une journée de grève et/ou de manifestation tous les deux mois.

Il faut donc tirer le bilan des expériences passées, de l'insuffisance de la tactique des journées sans suite mise en œuvre par les directions syndicales : en construisant la grève à la base, par des comités de mobilisation unitaires et auto-organisés, par l'organisation d'assemblées générales qui posent dès maintenant la question de la reconduction de la grève après la mobilisation du 7 septembre, notamment dans les secteurs moteurs comme les transports ou l'Éducation Nationale. C'est bien d'une grève générale reconductible dont nous avons besoin pour faire reculer le gouvernement, mais celle-ci est à construire dès maintenant, y compris dans la jeunesse.

Agathe (Censier)

CHRONOLOGIE (NON EXHAUSTIVE) : UN SIÈCLE DE GRÈVES GÉNÉRALES

1918 - Suisse. Le Comité d'Olten, composé des forces politiques et syndicales du socialisme suisse, élabore des revendications : droit de vote et d'éligibilité pour les femmes, la semaine de 48 heures, l'assurance vieillesse... La grève débute le 12 novembre 1918, suivie par environ 250 000 ouvriers, surtout dans les villes industrielles ; elle s'élargit aux zones plus rurales grâce à la participation des cheminots. Elle se termine 3 jours plus tard, après l'intervention de soldats envoyés par le gouvernement, sans succès. La loi sur la semaine à 48 heures étant adoptée quelque temps après.

1919 - Seattle (Etats-Unis). La grève commence le 21 janvier 1919 sur les chantiers navals, les travailleurs réclamant une hausse des salaires. Environ 110 organisations appellent unies à la grève générale, qui débute le 6 février 1919. Durant cette grève, l'autogestion se mit en place : distribution de repas, éducation, aide aux malades... La police alternative mise en place fut inutile, la ville était calme. Le 7 février, les forces de l'ordre entrent à Seattle. Face à la menace de répression sanglante, la grève prend fin le 11 février.

1936 - France. Voir article page 11

Hiver 1960/1961 - Belgique (principalement en Wallonie). Grève générale suite au plan d'austérité mis en place par le nouveau gouvernement. Suite à la victoire, le 3 septembre 1960, de Gaston Eyskens (parti centre-droit et libéraux), les Wallons décidèrent de se mettre en grève, de revendiquer le fédéralisme et le droit de disposer d'eux-mêmes pour redresser l'économie régionale.

1968 - France. Voir article page 11

2009 - Guadeloupe et Martinique. Le 20 janvier, Les travailleurs se mettent en grève contre la vie chère. Les prix de certains produits de base sont abusifs et en hausse : carburant, alimentation (lait, pâtes, beurre)... Les grévistes demandent également une revalorisation des bas salaires. Le 5 mars, la grève prend fin après satisfaction des revendications.

Aurore (Tours)

TOUS ENSEMBLE ? RETOUR SUR 1968

GRÈVE GÉNÉRALE ET RETOUR À L'ORDRE

En 1968, la jeunesse lutte : à l'Est, pour un socialisme à visage humain ; à l'Ouest, en soutien aux luttes de libération nationale (Amérique Latine, Vietnam...), contre les mœurs d'un autre siècle. En France, face à l'agitation étudiante, la Fac de Nanterre ferme le 2 mai. Le 3, 500 étudiants protestent à la Sorbonne. De Gaulle envoie ses CRS, les étudiants répliquent : pavés, puis barricades. Choquée par la violence de la police, la population soutient les étudiants. Mai-juin 68 connaît la plus longue grève générale en France. Les capitalistes ont profité des Trente glorieuses, les conditions de travail se sont dégradées. La colère s'est accumulée, il y a jusqu'à 9 millions de grévistes le 22 mai.

Le 24, De Gaulle tente de dénouer la crise par un référendum. La rue répond par une nouvelle nuit de barricades. Du 25 au 27, les négociations entre le gouvernement de Pompidou et les directions syndicales, auto-proclamées direction du mouvement, aboutissent aux accords de Grenelle. Ils sont rejetés par les travailleurs, la grève continue. Le gouvernement semble impuissant. Au sommet, on réfléchit à une alternative sociale-démocrate, par Mitterrand et Mendès-France. De Gaulle s'éclipse en Allemagne le 29 mai pour s'assurer du soutien de l'armée. La bourgeoisie rassurée, l'hypothèse sociale-démocrate est écartée. Il revient le 30 et dissout l'Assemblée Nationale, pour des élections anticipées. La gauche réformatrice, apeurée, appelle aux élections et met toute son énergie à la reprise du travail (les CRS aussi)! Résultats des élections : majorité écrasante des Gaullistes, la peur a gagné.

« TOUT ÉTAIT POSSIBLE » ?

C'est par la grève générale, qui mobilise la classe ouvrière, que la génération de mai 68 réussit à ébranler le pouvoir, mais la grève générale n'est pas suffisante. Mai 68 exprime le ras-le-bol d'un système. Pour le renverser, il faut s'organiser dans des comités de grèves, se coordonner, et prendre le pouvoir à la bourgeoisie. En 68 le PCF et la CGT, hégémoniques dans la classe ouvrière, ont verrouillé les comités de grève et incité à abandonner la rue pour les urnes. La révolution n'était pas pour eux à l'ordre du jour.

ET DEMAIN ALORS ?

En mai 68, il y avait un fossé entre les étudiants et les travailleurs. Aujourd'hui, la condition matérielle des étudiants est beaucoup plus proche de celle des travailleurs, d'ailleurs 50% d'entre eux sont salariés en parallèle! Les intérêts de la jeunesse qui subit le chômage, la déqualification, la crise, se rapprochent de ceux des travailleurs. En 68 il a aussi manqué l'auto-organisation suffisante pour dépasser les bureaucraties syndicales. Aujourd'hui, le mouvement social est moins structuré. Cela peut être négatif quand il faut démarrer un mouvement, mais positif quand un mouvement peut devenir une crise plus profonde. Les expériences d'auto-organisation ont continué dans les mouvements récents. L'objectif du NPA est de regrouper les révolutionnaires et tous les anticapitalistes pour construire un parti de masse, implanté dans la classe ouvrière et la jeunesse, qui défende au sein des luttes une orientation tirant les leçons du passé.

Pauline (92Nord) et Rafa (Rouen)

LA PRISE DU POUVOIR : RETOUR SUR 1936

Le 6 juin 1934 a lieu en France, une manifestation de ligues fascistes (Action Française, Croix de Feu, Ligue des Patriotes...) qui a créé une possibilité de coup d'Etat. En réaction à cette manifestation, une grève générale paralyse la France, avec des manifestations unitaires dans des dizaines de villes. Le PCF réagit alors et sous les directives de Staline, il défend la démocratie bourgeoise face au danger fasciste. Dans ce cadre Maurice Thorez, secrétaire général du PCF, lance le 9 octobre 1934 le slogan d'un « large Front Populaire Antifasciste ». La pression pour l'unité entre travailleurs socialistes et communistes fut forte et les dirigeants politiques défendirent au final l'unité du mouvement, comme étape obligatoire face au fascisme.

LE FRONT POPULAIRE

Ce front est un compromis où sont présents la SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière, ancêtre de l'actuel Parti Socialiste) un parti parlementariste dirigé par Léon Blum, le PCF et le Parti Radical d'Édouard Daladier, un parti défendant la petite bourgeoisie et qui avait gouverné avec la droite. Dans cette situation, on voit clairement la collaboration de classe.

Le Front populaire gagne les élections en avril-mai 1936. La politique de l'époque se polarise entre le mouvement ouvrier et la droite dure (c'est-à-dire la bourgeoisie) exprimant de plus en plus la lutte de classe. Léon Blum fut appelé à former le gouvernement, son projet vise au « socialisme dans le capitalisme ». Les travailleurs réagissent avant la formation du gouvernement Blum : des mil-

liers d'usines occupées, des millions de grévistes tous secteurs confondus, de la métallurgie aux grands magasins en passant par les serveurs de bars. Ces grèves sont impulsées par la base afin de combattre les contre-réformes sociales et de conquérir de nouveaux droits (la CGT passe de 1 million de membres en 1935 à 5 millions en 1937).

Mais rapidement un accord est trouvé entre patronat, syndicats et gouvernement. Le 7 juin 1936, les accords de Matignon donnent les congés payés, la semaine de 40 heures et l'obtention de délégués du personnel. Mais ce sont les accords des bureaucrates et les grèves s'intensifient alors que tous les partis du Front populaire appellent à reprendre le travail. Le patronat ne tarde pas à réagir : dès 1938 un gouvernement d'Union nationale se forme autour de Daladier avec le soutien des députés du Front populaire (cette même assemblée vote les pleins pouvoirs à Pétain en 1940).

Des millions de travailleurs occupaient leurs usines et lieux de travail et pouvaient exproprier la bourgeoisie, gérer eux-mêmes et démocratiquement la production pour l'ensemble de la société. Il y avait une situation pré-révolutionnaire mais les bureaucrates socialistes, communistes et anarcho-syndicalistes ont aidé le Parti Radical à détruire la puissante vague révolutionnaire.

Pourquoi la grève générale n'a pas pu aboutir ? En partie car il n'existait pas d'organisation politique de masse ayant la volonté d'en finir avec le capitalisme, ancrée dans le mouvement ouvrier, pouvant mener à la constitution d'un parti ouvrier révolutionnaire.

Vanessa et Baptiste (92Nord)



POURQUOI LA

Si on appelle avec tant d'acharnement à la grève générale, c'est parce qu'on pense qu'il s'agit du modèle le plus probable qui amènera la Révolution aujourd'hui en France, puisqu'elle réunit l'ensemble de la classe ouvrière, l'organise et lui donne confiance en ses forces. On parle de grève générale, même si elle n'inclut jamais tous les travailleurs, elle met en mouvement et en grève la majorité des salariés, dans la majorité des secteurs d'activités. Elle se développe autour de mots d'ordre unifiant tous les travailleurs comme les salaires, les licenciements ou les retraites. Elle est donc interprofessionnelle et s'inscrit dans la durée : de plusieurs jours à plusieurs semaines. En France les principales expériences de grève générale ont eu lieu en juin 1936 ou en mai 1968.

C'est en même temps une tactique pour gagner à court terme sur une revendication, un moyen de changer les rapports de force à moyen terme, et une stratégie pour faire la révolution. Si elle ne se décrète pas, certains éléments permettent de la construire, et de la transformer en processus révolutionnaire.

DE LA GRÈVE PASSIVE À LA GRÈVE ACTIVE

Dans la plupart des grèves, les travailleurs, en arrêtant de travailler, rentrent chez eux. Ils paralysent le fonctionnement de leur entreprise, mais se dispersent et la grève n'est souvent pas reconduite. On le voit pendant les journées d'action appelées par les syndicats : il y a souvent beaucoup de grévistes, qui se rendent individuellement à la manifestation, mais la grève n'est pas reconduite et il n'en ressort aucun résultat. Pour passer à un niveau de confrontation plus important, il faut aller à l'encontre de cette dispersion et essayer de réunir les travailleurs d'une même entreprise, voire d'une même branche. Ça permet de discuter ensemble, de convaincre les moins téméraires et surtout de se donner confiance en voyant qu'on est une force et que l'on peut compter les uns sur les autres. C'est dans ces situations que les débats

sur les méthodes de lutte prennent leur sens : les piquets de grève, les blocages ou les occupations permettent aux travailleurs d'être réunis, confiants et en capacité de discuter des suites de la grève.

Pour passer d'une grève passive, dispersée et dirigée exclusivement par les directions syndicales, à une grève active, où une majorité s'implique quotidiennement dans la grève, il faut que les travailleurs les plus combattifs puissent convaincre et entraîner les plus en retrait. C'est une des raisons principales pour développer des Assemblées Générales de grévistes, des comités de grève élus, des commissions diverses. Ces cadres d'auto-organisation permettent à chacun de construire la grève, de discuter des buts et des moyens d'action.

Dans les grèves les plus avancées on en arrive à un troisième niveau. Plus la grève dure et paralyse la société, plus il est difficile de tenir financièrement. S'il n'y a plus de transports, d'essence ou de ravitaillement, la grève en vient à pénaliser les grévistes et devient impopulaire. On a vu plusieurs expériences de reprises de la production par les grévistes pour parer à cette difficulté : des transports en commun assurés pour la manifestation ou de manière gratuite pour les usagers, des suppressions du courant électrique pour les entreprises et des remises de courant pour les plus pauvres. A Phillips Dreux cette année, les grévistes ont fabriqué pendant quelques jours des télévisions pour leur propre compte. Le point commun entre toutes ces expériences c'est qu'elles répondent à une nécessité de la grève et qu'elles remettent en marche la machine économique par et pour les travailleurs. Ces expériences sont très importantes pour les révolutionnaires parce qu'elles offrent la démonstration, que les travailleurs peuvent gérer eux-même la société pour leur compte, qu'ils n'ont pas besoins de patrons. Ce sont des embryons de la société socialiste et il faut les populariser comme tel.



GRÈVE GÉNÉRALE ?

THÉORIE

LA CENTRALISATION DE LA GRÈVE

Une difficulté récurrente dans la plupart des grèves, c'est l'isolement. Dans une grève à Mcdo, les salariés se battent dans un des milliers de restaurants d'une multinationale. L'enjeu immédiat pour espérer des résultats, c'est d'étendre la grève, en premier lieu aux autres entreprises ou filiales de la branche, mais assez vite il faut se lier à d'autres secteurs en lutte.

La grève générale permet de répondre à ce problème : elle est centralisée. En y appelant, on cherche à unifier et centraliser tous les grévistes isolés, qui se battent les uns après les autres et perdent les uns après les autres. Elle permet de frapper tous au même moment sur un même clou, et d'avoir plus de chance de gagner, même sur des revendications locales. Cette centralisation est aussi nécessaire en cas de reprise de la production par les grévistes. Pour reprendre l'exemple des transports, une remise en marche des trains pour transporter les manifestants, demande une centralisation pour que les trains ne se rentrent pas dedans.

La grève générale amène une nouvelle situation. Des secteurs entiers de l'industrie, de l'énergie, des transports ou de la communication sont en grève et reprennent leur production les uns après les autres et produisent pour eux-mêmes et pour la majorité de la population. Ces grévistes sont réunis et centralisés dans des assemblées et des coordinations nationales, et décident non seulement de la grève mais aussi du bon fonctionnement de secteurs clés de la société. On a là un pouvoir concurrent aux capitalistes et à l'Etat : sur un même territoire deux organes défendant des classes différentes - l'un les travailleurs, l'autre les patrons - se disputent le contrôle de la production.

LE POUVOIR DES TRAVAILLEURS

La grève générale crée des conditions objectives pour la prise du pouvoir par les travailleurs. L'ensemble des comités de grève et des organes d'auto-organisation forment un second pouvoir capable d'assumer le pouvoir politique localement ou nationalement. Dans l'histoire ça s'est traduit par des noms différents : la Commune à Paris en 1871, les Soviets en Russie en 1917, les comités de milice en Espagne en 1936... Ces organes de pouvoir rentrent en confrontation avec les prérogatives de l'Etat sur des questions importantes comme l'acheminement de nourriture, les communications ou l'industrie.

En rentrant en action en masse, les travailleurs prennent conscience d'appartenir à une même classe sociale avec les mêmes intérêts. Ils se rendent compte qu'ils n'ont besoin de personne pour diriger leur usines et leurs entreprises et qu'ils peuvent bien le faire eux-mêmes, ensemble. Ils prennent confiance en leur propre force et peuvent envisager une autre société, qui avant la grève leur paraissait une utopie.



Pourtant, le passage de la grève générale à la révolution ne se fait pas automatiquement. Notre rôle en tant que révolutionnaires est d'être à l'initiative tout au long de la grève, d'abord pour encourager le passage à une grève active, puis pour organiser la centralisation des grévistes, et enfin pour convaincre que la prise du pouvoir est non seulement une possibilité mais une nécessité.

LE RÔLE DE LA JEUNESSE

La grève générale est un outil des travailleurs. Mais la jeunesse peut y jouer un rôle important. On l'a vu en Mai 68, mais aussi dans des mobilisations comme le CPE où les grèves massives en Grèce ces dernières années. Les jeunes se mobilisent plus facilement et peuvent donner confiance et entraîner les salariés. Les mouvements étudiants et lycéens massifs peuvent se lier aux salariés : pendant le CPE, de nombreux jeunes sont allés discuter dans les entreprises pour proposer aux salariés de se battre ensemble. Mais les jeunes travailleurs dans les entreprises peuvent aussi jouer ce même rôle : à la Poste, à EDF, ou à l'usine PSA Aulnay, dans les grèves de ces dernières années les jeunes ont été les premiers à déclencher la grève et à entraîner leurs aînés. Cependant pour donner confiance, c'est toute la jeunesse qui doit être mobilisée. Se contenter d'une minorité de jeunes mobilisés, c'est se couper de cette force d'entraînement. La première tâche des jeunes pour construire une grève générale est de convaincre l'ensemble de la jeunesse de se mobiliser.

Oriane et Lucien (Fac Paris 7)

A QUOI SERT LE PARTI DANS LA GRÈVE GÉNÉRALE ?

Chaque année en France, des grèves massives, mettent des milliers de jeunes et de travailleurs dans la rue. Pourtant notre situation continue de se dégrader, nos acquis sociaux reculent, et beaucoup se découragent face à ces mobilisations sans lendemain. Pour faire reculer le capitalisme, il ne nous suffit pas d'être nombreux dans des grèves ponctuelles, nous devons construire la grève générale. La grève générale est l'hypothèse la plus probable pour le renversement du système capitaliste. C'est pour cela qu'elle pose de multiples enjeux auxquels le parti se doit de répondre. La grève générale permet de bloquer l'économie mais pas seulement. Lorsqu'elle arrive à un stade où la conscience de classe se développe, elle devient pleinement politique. C'est dans ce contexte que le parti doit se poser des questions stratégiques pour faire de la grève générale une grève révolutionnaire insurrectionnelle qui remet en cause la domination capitaliste.

De par sa place dans le mouvement ouvrier, le parti révolutionnaire doit jouer son rôle d'avant garde en proposant des mesures transitoires. Concrètement, le parti doit analyser le développement de la situation pour mettre en avant des mots d'ordre et des moyens d'action poussant à l'auto-organisation et la centralisation de la grève, à l'apparition d'assemblées à la base qui dirigent la grève. Nous sommes en faveur d'une forme autogérée de grève car nous croyons que par des expériences communes, les travailleurs mettent en pratique les bases d'une gestion socialiste de la société. En créant des comités de grève élus en assemblée générale de grévistes dans les facs, les lycées, les entreprises, en associant

un maximum de jeunes et de travailleurs à la gestion de la grève, nous pourrions réussir celle-ci. C'est en poussant à l'auto-organisation de la classe ouvrière que nous pourrions faire surgir des organes de pouvoir concurrents de ceux de la classe dominante. Afin de transformer les comités de grève en conseil ouvrier, nous devons appuyer le fait de coordonner ces comités de grève entre eux. La fédération de ces comités devra être centralisée démocratiquement pour pouvoir faire face à la bourgeoisie centralisée au sein de l'état. A l'intérieur de ces organes de démocratie ouvrière, les militants du parti défendent une orientation qui est à même de renverser le système. Si cette orientation convainc les travailleurs, le mouvement peut devenir révolutionnaire.

Pendant la révolution russe, les bolchéviks ont mis en pratique cette stratégie en gagnant les travailleurs à une perspective révolutionnaire. En effet grâce à leur analyse de la situation ils ont mis en avant des mots d'ordre pour fédérer les intérêts des travailleurs. C'est par ce biais qu'il a été possible de mettre en ordre de bataille les travailleurs pour la révolution.

Aujourd'hui les attaques des gouvernements européens sur tous nos acquis sociaux nous démontrent la nécessité de renverser le système capitaliste. C'est à la fois en construisant la grève générale mais aussi en construisant un parti révolutionnaire de masse que nous serons en mesure de gagner face à la bourgeoisie.

Mimosa (Aix) et François (Reims)

POURQUOI LES SYNDICATS TRAHISSENT (PRESQUE) TOUJOURS ?

Que ce soit face à son patron, son proviseur, ou le gouvernement, plus on est nombreux à gueuler, plus on a de chances de gagner. C'est pour ça qu'on a inventé les syndicats : des gens qui pensent qu'ils ont des intérêts communs et essaient au quotidien de faire respecter leurs droits et d'en gagner des nouveaux. Pour cela le syndicat s'organise avec des réunions de bases pour élaborer l'activité et des instances de directions pour la coordonner.

Depuis leur invention et grâce aux mobilisations, les syndicats sont rentrés dans le quotidien. Ils jouissent d'une existence légale, de représentation dans diverses instances (comité d'entreprise, conseil d'administration à la fac ou au lycée), de subventions de l'Etat, de locaux syndicaux... autant d'éléments matériels qui contribuent à renforcer la position des syndicats et mieux nous défendre.

Le revers de la médaille c'est qu'à l'aube de chaque mobilisation, grève et autre mouvement n'importe quel direction syndicale, même sincère, se retrouve à faire ce calcul : si je me bats aujourd'hui et que je perds, est-ce que je ne vais pas perdre mes acquis d'hier et donc avoir plus de mal à me battre demain ? Ce calcul qu'on fait tous avant de décider si on se mobilise est encore plus important pour les membres des directions syndicales. Pour un permanent, un affaiblissement du syndicat représente une capacité de résistance moins importante, mais aussi à terme la possibilité de perdre son revenu.

Ce dilemme conduit les directions syndicales à vouloir conserver leurs acquis, donc conserver le statu quo et éviter le conflit. Mais, si la direction ne semble pas assez défendre l'intérêt de ses adhérents, elle risque d'être désavouée, le syndicat risque même de

perdre ses adhérents et dans ce cas là les acquis de l'appareil disparaîtront. Du coup, les directions syndicales cherchent à apparaître comme combatives, tout en voulant préserver le statu quo. Par exemple, elles posent des «journées d'action» sans lendemain qui en soi ne changent pas le rapport de force avec le gouvernement mais leur permettent de se montrer offensives.

Celui (gouvernement ou adhérent de base) qui met le plus de pression sur les directions syndicales les fait basculer de son côté. La démocratie à l'intérieur du syndicat est donc un gage de combativité. Si la direction est réellement contrôlée par la base, élue et révocable, elle aura une orientation plus combative. Il faut pour cela que l'ensemble du syndicat discute régulièrement de la situation politique, donc des tâches du syndicat et leur application concrète (campagne, mobilisations, tracts...).

De la même manière, lors d'un mouvement, il faut faire en sorte que la direction de la mobilisation soit à l'image de tous les grévistes. Nous devons chercher à développer des cadres qui permettent à tous de décider des revendications et des moyens d'action, à tous les niveaux et qui dépassent le cadre de l'intersyndicale. C'est ce qui avait été fait pendant le CPE ou les AG organisait la grève dans la fac et mandatait des étudiants pour une coordination nationale qui permettait au mouvement de se doter de revendications et de rythmes nationaux. Enfin, l'élection en coordination nationale d'un secrétariat permettait au mouvement d'être très réactif, pas besoin d'attendre la prochaine coordination pour commenter une annonce du gouvernement...

Harry (Tolbiac)

LES RÉVOLUTIONNAIRES ET L'ART

Dans toutes les périodes révolutionnaires, de nombreux artistes se sont impliqués dans la révolution, tandis que d'autres se sont rangés du côté de l'ordre établi. L'art reflète les tendances contradictoires qui traversent la société, des intérêts opposés et des dynamiques sociales divergentes. C'est pourquoi en tant qu'anticapitalistes, il est important de s'intéresser à cette question, à la fois pour mieux comprendre la société mais aussi pour encourager les artistes à lutter contre l'idéologie capitaliste dominante, à lutter pour une autre société débarrassée de toute forme d'oppression et d'exploitation.

La création artistique dépend du contexte socio-historique. Ainsi, au siècle des Lumières, bon nombre d'artistes, d'écrivains et de musiciens ont émergé, tous attirés par une nouvelle organisation du monde, sociale, intellectuelle et culturelle. Le Jazz est une émanation du Blues, qui était lui-même né des cendres de l'esclavage des afro-américains. Le mouvement surréaliste est apparu avec des artistes proches du parti Communiste dans les années 1920, en opposition au conformisme de la peinture bourgeoise. Le rapport de force entre les classes sociales permet en grande partie d'expliquer l'émergence de nouvelles formes artistiques.

L'ART PROLETARIEN DANS LA RÉVOLUTION RUSSE

Lors de la révolution russe de 1917, le bouleversement de la société avec la prise du pouvoir par la classe ouvrière a permis une formidable libération d'énergie créatrice, et l'apparition de nouveaux artistes issus des classes populaires, qui sans la révolution n'auraient jamais pu exercer leur talent.

En 1917 apparaît le Proletkult, signifiant "Culture du Prolétariat". Il s'agissait d'une organisation artistique et littéraire soviétique visant à créer un "vrai art prolétarien", dénué de toute influence bourgeoise. Le principal théoricien de ce courant, Alexandre Bogdanov, estimait que si les syndicats devaient défendre les intérêts économiques des travailleurs, et le parti communiste au pouvoir leurs intérêts politiques, le Proletkult devait prendre en charge leur vie culturelle. L'art est vu comme un acte politique, les artistes sont invités à soutenir la révolution dans leurs oeuvres.



Néanmoins, des divergences importantes existent au sein des communistes Russes sur la politique à mener vis à vis des artistes. Ainsi, Trotsky et Lénine, alors dirigeants du parti Communiste, s'opposent à l'idée qu'une "culture prolétarienne" puisse émerger du vide sans s'appuyer sur la culture déjà existante, alors que les écrivains du passé étaient liés à la bourgeoisie, l'ancienne classe dominante la société.

En effet, si l'art dans une société reflète l'expression d'une

classe dominante, et donc une idéologie dominante, cela ne se met pas en place du jour au lendemain. Ainsi la bourgeoisie, après avoir pris le pouvoir, a mis plusieurs siècles à créer un art nouveau, conforme à ses modes de pensées et à ses intérêts. Pour cela, la bourgeoisie s'est appuyée pendant des siècles sur l'art de l'ancienne classe dominante, la noblesse.

Si les travailleurs ont pris le pouvoir dans la Russie soviétique de 1917, ils ne peuvent pas réinventer l'art de fond en comble en quelques années. Et la Russie est alors en pleine guerre civile, les capitalistes font leur maximum pour réduire à néant la révolution.

Dans cette situation difficile, le parti communiste essaie de stimuler l'émergence de nouveaux artistes mais des risques de dérives apparaissent rapidement. Si le Parti peut soutenir des artistes révolutionnaires, ce n'est pas son rôle de prendre position pour un courant artistique en particulier, ni de rejeter officiellement un courant artistique s'il n'est pas engagé dans la révolution. Le régime stalinien a par la suite montré les dérives monstrueuses que cela pouvait produire. Durant les années trente, des milliers de livres, de films, de tableaux, de sculptures de Staline sont réalisés, à la gloire d'épisodes de la révolution russe n'ayant jamais eu lieu. Un "centre révolutionnaire" dirigé par Staline est créé, où oeuvrent les artistes rangés derrière le régime, tandis que de nombreux artistes sont menacés de mort car ils ne sont pas dans la ligne du Parti.

POUR UN ART RÉVOLUTIONNAIRE INDÉPENDANT

Si la création artistique est toujours un acte de protestation contre la réalité, conscient ou inconscient, actif ou passif, cela ne l'empêche pas de se lier à un jugement politique. C'est ce que font les artistes engagés, et cela n'enlève rien à la qualité de leurs oeuvres.

En 1938 paraît le Manifeste pour un art révolutionnaire indépendant, signé par l'écrivain André Breton et le peintre Diego Rivera, et coécrit avec Léon Trotsky, en exil au Mexique et pourchassé par les staliniens. Dans le manifeste, les auteurs proposent d'oeuvrer à la renaissance d'un art révolutionnaire, indépendant des influences capitalistes et staliniennes.

Les auteurs défendent une liberté totale en art, y compris pour les artistes neutres ou opposés à la révolution. Alors que les acquis de la révolution Russe sont dévorés de l'intérieur par le stalinisme, et que le nazisme triomphe en Allemagne, cette conception doit alors servir à défendre la liberté de création artistique menacée de toute part. Les anarchistes et les communistes se retrouvent sur une position commune à ce sujet.

Encore aujourd'hui, la phrase de conclusion du Manifeste pour un art révolutionnaire indépendant est plus que jamais d'actualité : "L'indépendance de l'Art pour la révolution, la révolution pour la libération définitive de l'art".

TRIBUNE LIBRE

LILIANE BETTENCOURT

L'Étincelle Anticapitaliste est le journal des jeunes du NPA. Mais nos colonnes n'en sont pas moins ouvertes à des personnes différentes de nous. Pour preuve, nous laissons ce mois-ci une tribune libre à la plus vieille milliardaire de France, Liliane Bettencourt.

D'abord, arrêtez de me confondre avec Ingrid Betancourt ! Comme vous le voyez, nos noms ne s'écrivent pas pareil. Certes, nous avons des points communs. Son père était ministre sous la dictature colombienne, le mien, était collabo pendant l'occupation. Et moi aussi j'ai été prise en otage par les socialo-communistes qui voulaient taxer mon argent !

Mais les ressemblances s'arrêtent là. **Imaginez-moi, héritière du plus grand groupe mondial de cosmétique, sans douche dans la jungle pendant six ans !**

Seconde mise au point. Oui, je m'intéresse à la politique. Surtout au pouvoir. C'est un truc de famille. Comme je le disais, mon père a choisi le pouvoir en 1940. Dès les années 30, il était membre et bienfaiteur de la « Cagoule », un groupe fasciste. Il y a rencontré mon futur époux, André Bettencourt.

Ah André ! En 1940, c'était déjà un journaliste brillant. Il dirigeait un journal pour la jeunesse, La Terre française. Ses chroniques s'intitulaient « Ohé! les Jeunes! ». Qu'il était fougueux, en 1941, lorsqu'il écrivait : « Les juifs, les pharisiens hypocrites n'espèrent plus. Pour eux l'affaire est terminée. Pour l'éternité leur race est souillée par le sang du juste. »

Mais heureusement André avait plus de flair que papa. En 1943, tout en restant collabo, il s'est engagé dans la Résistance. Après la guerre, il a même réussi à se fabriquer un passé d'agent de liaison à Genève. Il a fallu des années pour que des historiens prouvent que c'était faux.

Grâce à lui et à son ami Mitterrand, Papa a évité d'être condamné à la Libération. Il s'est juste fait passer un savon, ce qui n'est pas gênant pour vendre du shampooing.

Par la suite, André n'a jamais quitté le pouvoir. Député de 51 à 78, puis sénateur jusqu'en 95, il a même été ministre sans interruption de 1966 à 1973. Du flair, il en avait encore quand il a organisé la visite de Pompidou en Chine. Il a même rencontré Mao en personne ! Il savait que quand la Chine s'éveillerait, il faudrait être là. L'Oréal s'y est implantée dès 1998 et aujourd'hui, c'est l'un de nos plus gros marchés.

André nous a quittés il y a 3 ans. Mais les affaires continuent de prospérer.

Comme lui, **je soutiens le pouvoir en place, quel qu'il soit. D'ailleurs, ma légion d'honneur, je ne la dois pas à l'UMP, mais à la gauche plurielle.**

C'est Bernard Kouchner (il était ministre socialiste à l'époque !) qui me l'a remise. Cela dit, je préfère la droite. Grâce à Monsieur Sarkozy, le racket que les bolcheviks exerçaient à mon égard a enfin cessé.

En 2009, j'ai payé moins de 25 millions d'euros d'impôts sur le revenu, soit un taux d'imposition de 9 %. Mais en fait, de 2006 à 2010, le Trésor public m'a remboursé 100 millions au titre du bouclier fiscal. C'est la quasi-totalité de mon ISF qui m'a été rendue. Au final je suis imposée sur environ 6 % de mes revenus, c'est moins que la plupart des salariés... J'avoue qu'en gagnant un SMIC tous les quarts d'heure, je ne me rends plus bien compte de ce que ça représente.

Tout ça pour dire qu'il faut arrêter l'acharnement sur ce pauvre Woerth ! Évidemment que je finance le pouvoir... Parce qu'il le vaut bien !

Je suis une capitaliste. J'ai l'argent. Je dirige l'économie. L'État n'est pas neutre. C'est notre instrument pour nous maintenir au pouvoir. À une époque, nous avons dû faire des compromis avec les ouvriers. Nous vous avons consenti des salaires, des services publics, des droits... Vous étiez organisés, nous étions affaiblis. Maintenant, ça ne marche plus. C'est la crise. Si nous voulons continuer à accroître nos profits, nous devons vous faire payer.

Alors **arrêtez de tomber de la Lune quand vous vous rendez compte qu'il y a des collusions d'intérêts ! Ce système s'appelle le capitalisme. Ce régime s'appelle la République.** Ma fille dit que je suis gâteuse et manipulée. Mais moi au moins, je ne suis pas née de la dernière pluie !



ABONNEZ-VOUS À LA PRESSE DU NPA